SOCIALISME MONDIAL 22

Bulletin occasionnel pour un monde sans classes, sans argent et sans Etats

5 F

Centenaire de Marx

LE SOCIALISME EST L'ABOLITION DU SALARIAT

Karl Marx est mort le 14 mars 1883. Sans être dogmatistes nous reconnaissons volontiers que nous devons beaucoup à Marx en ce qui concerne le cadre théorique que nous utilisons pour analyser la société, l'histoire et l'économie. Pour rendre hommage à Marx nous ne pouvons mieux faire que de le laisser parler lui-même. Nous avons donc imaginé l'interview qui suit, dont les réponses sont toutes tirées des divers écrits de Marx.

1. Quelle est, selon vous, la base de la société actuelle?

Marx: La «société actuelle», c'est la société capitaliste qui existe dans tous les pays civilisés, plus ou moins expurgée d'éléments moyenâgeux, plus ou moins modifiée par l'évolution historique particulière à chaque pays, plus ou moins développée.

Dans la société actuelle, les moyens de travail sont le monopole des propriétaires fonciers (le monopole de la propriété foncière est même la base du monopole capitaliste) et des capitalistes.

Le mode de production capitaliste consiste en ceci que les conditions matérielles de production sont attribuées aux non-travailleurs sous forme de propriété capitaliste et de propriété foncière, tandis que la masse ne possède que les conditions personnelles de production: la force de travail.

2. Quelles sont les caractéristiques essentielles de cette société capitaliste?

Marx: Deux traits caractéristiques distinguent d'emblée le mode capitaliste de production.

Premièrement: sa production est une production marchande. Ce n'est pas le fait de produire des marchandises qui le distingue des autres modes de production; mais c'est le fait d'être une marchandise, qui constitue le caractère dominant et décisif de son produit. Cela implique d'abord que l'ouvrier lui-même apparaît uniquement comme vendeur de marchandises, donc comme ouvrier salarié libre, et le travail comme travail salarié en général. Etant donné nos études antérieures à ce sujet, il n'est pas nécessaire de démontrer une fois de plus comment le rapport entre capital et travail salarié détermine entièrement le caractère du mode de production. Les principaux agents de ce mode de production, le capitaliste et l'ouvrier salarié, en soi, sont simplement l'incarnation, la personnification du capital et du travail salarié.

Ce qui, deuxièment, distingue spécialement le mode capitaliste de production c'est, en tant que sa fin immédiate et son moteur déterminant, la production de la plus-value.

3. Vous dites que c'est le rapport entre capital et travail salarié qui détermine entièrement le caractère du capitalisme, mais comment définissez-vous le «capital»?

Marx: Le capital représente des rapports sociaux. Ce sont des rapports bourgeois de production, des rapports de production de la société bourgeoise. Le capital ne consiste pas seulement en moyens de subsistance, en instruments de travail et en matières premières; il consiste au même degré en valeurs d'échange. Tous les produits dont il se compose sont des marchandises. Le capital n'est donc pas seulement une somme de produits matériels, c'est aussi une somme de marchandises, de valeurs d'échange, de grandeurs sociales.

C'est seulement parce que l'ouvrier vend sa force de travail pour pouvoir vivre que la richesse matérielle se transforme en capital. C'est seulement par rapport au travail salarié que se changent en capital les objets qui sont les conditions objectives du travail, c'est-à-dire les moyens de production, et les objets qui sont les conditions matérielles de la conservation de l'ouvrier, autrement dit les moyens de subsistance. Pas plus que l'argent, le capital n'est une chose. Dans le capital comme dans l'argent, des rapports de production sociaux déterminés entre des personnes se représentent comme des rapports entre des objets et des personnes, autrement dit des rapports sociaux déterminés se représentent comme des propriétés naturelles sociales d'objets. Sans salariat, pas de production de plus-value, dès que les individus s'affrontent en tant que personnes libres; sans production de plus-value, pas de production capitaliste, donc pas de capital ni de capitalistes! Capital et travail salarié (c'est ainsi que nous appelons le travail de l'ouvrier qui vend sa propre force de travail) ne font qu'exprimer deux facteurs d'un même rapport.

4. Comment expliquez-vous l'origine de cette plus-value?

Marx: La valeur d'une marchandise est déterminée par la quantité totale du travail qu'elle contient. Mais une partie de cette quantité de travail représente une valeur pour laquelle a été payé un équivalent sous la forme de salaires, une autre partie est incorporée dans une valeur pour laquelle on ne paie pas d'équivalent. Une partie du travail contenu dans la marchandise est du travail payé, une autre partie est du travail non payé.

La plus-value, c'est-à-dire, la partie de la valeur totale des marchandises dans laquelle est incorporé le surtravail, le travail impayé de l'ouvrier, je l'appelle le profit.

C'est l'employeur capitaliste qui extrait directement de l'ouvrier cette plus-value, quelle que soit la part qu'il en puisse finalement garder lui-même. C'est par conséquent de ce rapport entre l'employeur capitaliste et l'ouvrier salarié que dépend tout le système du salariat et tout le système de production actuel.

5. Donc, selon vous, c'est par le biais du système du salariat que les travailleurs sont exploités?

Marx: Le salaire n'est pas ce qu'il paraît être, à savoir la valeur (ou le prix) du travail, mais seulement une forme déguisée de la valeur (ou du prix) de la force de travail. L'ouvrier salarié n'est autorisé à travailler pour assurer sa propre existence, autrement dit à exister, qu'autant qu'il travaille gratuitement un certain temps pour les capitalistes (et par suite pour ceux qui, avec ces derniers, vivent de la plus-value); tout le système de la production capitaliste vise à prolonger ce travail gratuit par l'extension de la journée de travail ou par le développement de la productivité, c'est-à-dire par une plus grande tension de la force de travail, etc; le système du travail salarié est, d'autant plus dur que se développent les forces sociales productives du travail, quel que soit le salaire, bon ou mauvais, que reçoit l'ouvrier.

6. Mais cela ne veut pas dire que vous croyez que les travailleurs ne devraient pas essayer d'obtenir un meilleur salaire aussi longtemps que le capitalisme existera?

Marx: Réclamer une rémunération égale ou même équivalente sous le régime du salariat équivaut à réclamer la liberté sous le régime de l'esclavage. Ce que vous considérer comme juste et équitable n'entre donc pas en ligne de compte. La question qui se pose est la suivante: Qu'est-ce qui est nécessaire et inévitable au sein d'un système de production donné?

La résistance périodiquement exercée de la part de l'ouvrier contre la réduction des salaires et les efforts qu'il entreprend périodiquement pour obtenir des augmentations de salaires sont inséparablement liés au système du salariat et sont provoqués par le fait même que le travail est assimilé aux marchandises et soumis par conséquent aux lois qui règlent le mouvement général des prix.

La valeur de la force de travail constitue la base rationnelle et déclarée des syndicats, dont il importe de ne pas sous-estimer l'importance pour la classe ouvrière. Les syndicats ont pour but d'empêcher que le niveau des salaires ne descende au-dessous du montant payé traditionnellement dans les diverses branches d'industrie, et que le prix de la force de travail ne tombe au-dessous de sa valeur.

Les syndicats agissent utilement en tant que centres de résistance aux empiètements du capital; ils se montrent en partie inefficaces par suite de l'emploi peu judicieux qu'ils font de leur puissance. Ils manquent généralement leur but parce qu'ils se bornent à une guerre d'escarmouches contre les effets du régime existant, au lieu de travailler en même temps à sa transformation et de se servir de leurs forces organisées comme d'un levier pour l'émancipation définitive de la classe travailleuse, c'est-à-dire pour abolir enfin le salariat.

7. Evidemment donc, pour vous, l'abolition du salariat sera un élément-clef de la société qui réalisera «l'émancipation de la classe travailleuse», mais est-ce que vous pourriez dire un peu plus sur cette société?

Marx: La condition d'affranchissement de la classe laborieuse, c'est l'abolition de toute classe. La classe laborieuse substituera, dans le cours de son développement, à l'ancienne société civile une association qui excluera les classes et leur antagonisme et il n'y aura plus de pouvoir politique proprement dit, puisque le pouvoir politique est précisément le résumé officiel de l'antagonisme dans la société civile.

Au sein d'un ordre social communautaire, fondé sur la propriété commune des moyens de production, les producteurs n'échangent pas leurs produits; de même, le travail incorporé dans les produits n'apparaît pas davantage ici comme valeur de ces produits, comme une qualité réelle possédée par eux.

Supposons qu'au lieu d'être capitaliste la société soit communiste: tout d'abord, le capital-argent disparaît.

8. Qu'est-ce que l'on peut dire sur la répartition des produits dans la société socialiste ou (comme vous préfériez l'appeler) communiste?

Marx: A toute époque, la répartition des objets de consommation n'est que la conséquence de la manière dont les conditions de la production sont elles-mêmes réparties. Que les conditions matérielles de la production soient la propriété collective des travailleurs eux-mêmes, une répartition des objets de consommation différente de celle d'aujourd'hui s'ensuivra.

Le capital-argent disparaît en production socialisée. La société répartit la force de travail et les moyens de production entre les diverses branches d'industrie. Les producteurs pourront, si l'on veut, recevoir des bons en échange desquels ils prélèveront sur les dépôts sociaux de consommation une quantité correspondant à leur temps de travail. Ces bons ne sont pas de l'argent. Ils ne circulent pas.

Remarquons encore ici que le bon de travail d'Owen, par exemple, est aussi peu de l'argent qu'une contremarque de théâtre. Owen suppose d'abord un travail socialisé, ce qui est une forme de production diamétralement opposée à la production marchande. Chez lui le certificat de travail constate simplement la part individuelle du producteur au travail commun et son droit individuel à la fraction du produit commun destiné à la consommation.

9. Mais ces «bons», seraient-ils simplement un expédient temporaire ou seraient-ils une caractéristique permanente de la future société sans classes? Le socialisme, n'implique-t-il pas un accès libre et gratuit pour tous aux biens de consommation dont ils ont besoin?

Marx: Ce à quoi nous avons affaire ici, c'est à une société communiste non pas telle qu'elle s'est développée sur les bases qui lui sont propres, mais au contraire, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste: une société par conséquent, qui, sous tous les rapports, économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle est issue.

Dans une phase supérieure de la société communiste, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel; quand le travail ne sera pas seulement un moyen de vivre mais deviendra lui-même le premier besoin vital; quand, avec le développement multiple des individus, les forces productives se seront accrues elles aussi et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'horizon borné du droit bourgeois pourra être définitivement dépassé et la société pourra écrire sur ses drapeaux: «De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins!».

Le seul commentaire que nous ferons ici concerne la suggestion (et il ne s'est jamais agi que de cela) d'utiliser des «bons de travail», tout au début de la société socialiste. Si l'on avait établi le socialisme dans les années 1870, sans doute n'aurait-il pas été possible de procéder avant plusieurs années au libre accès pour tous aux biens de consommation. Mais le développement fantastique des forces de production depuis l'époque de Marx a résolu ce problème sans appel: aujourd'hui le stade de l'application du principe «de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins» pourrait être atteint très rapidement après l'abolition du capitalisme. Comme nous le disons dans notre brochure: «Pour le Socialisme Mondial» à propos de cette suggestion de Marx:

Nous répétons que ce point de vue s'expliquait à l'époque, mais plus de nos jours. Aujourd'hui, les «périodes de transition», les «dictatures révolutionnaires», les «bons de travail» n'ont plus de raison d'être et représentent des concepts du XIXe siècle. L'accès libre pour tous aux biens et aux services selon les besoins individuels pourrait être introduit pleinement presque tout de suite après l'établissement du socialisme - et on pourra établir le socialisme dès que la classe travailleuse le voudra et mènera l'action politique nécessaire.

SOCIALISME MONDIAL N° 1, 1983

Sommaire

INTERVIEW AVEC MARX: REFERENCES

1. Critique du Programme de Gotha
2. Capital, livre III, Editions Sociales, pp. 792-3
3. Travail Salarié et Capital
   Résultats du processus immédiat de la production, Rubel, Pages de Karl Marx I, p. 225
4. Salaire, Prix et Profit
5. Critique du Programme de Gotha
6. Salaire, Prix et Profit.
   Résultats, Dangeville, Marx-Engels Le syndicalisme I, p. 49
7. Misère de la philosophie.
   Critique du Programme de Gotha
   Capital, livre II, Editions Sociales, p. 276
8. Critique du Programme de Gotha.
   Capital, livre II, p. 313.
   Capital, livre I, Garnier-Flammarion, p. 592
9. Critique du Programme de Gotha

LA GRATUITE DES TRANSPORTS

Avez-vous jamais pensé combien il est absurde d'avoir à payer pour voyager dans le métro? Ou au gaspillage que représente le coût de l'impression des billets, de la rémunération des agents qui les vendent et qui les contrôlent et, *last but not least*, de l'installation de tourniquets de plus en plus sophistiqués dans le seul but d'empêcher les gens de voyager gratuitement? C'est bête, comme le disait récemment un slogan publicitaire de la RATP, le métro parisien.

Une Association «Transport Gratuit des Voyageurs» (TGV, bien sûr!) vient de se constituer (adresse: 33, rue des Vignoles, 75020 Paris) et de publier un manifeste dans lequel elle plaide la cause de la gratuité des transports publics et propose une «grève de gratuité», c'est-à-dire un refus de payer, comme moyen d'atteindre ce but. Son argument se présente comme suit:

Par souci d'une plus grande justice sociale, le tarif zéro réduit bien des préoccupations du voyageur et offre à tous un service social indispensable. Les dépenses de contrôle et de billeterie peuvent servir plus utilement l'amélioration des conditions de déplacements des usagers. (...) La circulation individuelle, génératrice d'importantes charges monétaires pour l'automobiliste est également responsable d'un coût social lourd de conséquences pour la collectivité (accidents de la route, bruit, pollution, stérilisation de l'espace...) si bien que le tarif zéro permettra au contribuable les économies de loin supérieures au coût théorique apparent de la gratuité.

Dans le socialisme l'accès aux transports collectifs sera gratuit car ce sera une société amonétaire où l'accès sera libre pour tous à tout ce dont ils ont besoin. Mais la gratuité d'accès aux transports publics peut exister également dans le cadre du capitalisme. En fait elle existe déjà, par exemple à Provins (Seine-et-Marne) où le député-maire «n'est autre que le très redoutable réactionnaire et ancien ministre de la Justice Alain Peyrefitte»... qui est loin d'être un opposant au capitalisme.

Isolée du contexte de la gratuité généralisée qui règnera dans la société socialiste, la gratuité des transports ne serait donc qu'une réforme du système capitaliste. D'ailleurs l'Association TGV le reconnaît parfaitement en cherchant à justifier sa proposition selon la logique capitaliste:

Les précédentes campagnes de revendication, de luttes pour l'obtention de la gratuité d'accès aux transports publics n'utilisaient qu'une argumentation philosophique, idéologique ou sociale. Mais quel est le poids d'arguments, fussent-ils des plus légitimes, voire moraux dans une société, fût-elle de gauche, basée sur l'exploitation des individus dans le travail et la consommation, sur le profit, où l'on ne parle que P.I.B., taux de croissance, déficit extérieur, déficit de l'Etat, tenue du franc... concurrence? Seul l'argument économique (le concret) peut être compris des «représentants du peuple» et autres «responsables».

S'il est vrai qu'une argumentation philosophique ou morale n'influence en rien le capitalisme, de même les gestionnaires de ce système n'acceptent que les réformes qui bénéficient à une quelconque section de la classe capitaliste. C'est-à-dire que si la gratuité des transports était adoptée, ce serait pour servir l'intérêt d'un groupe spécifique de capitalistes, par exemple les employeurs du centre de Paris qui pourraient verser des salaires plus bas n'ayant plus besoin d'y inclure un montant pour couvrir les frais du voyage aller-retour domicile-lieu de travail.

C'est pourquoi, tout en comprenant pourquoi certains voudraient la gratuité d'accès aux transports même dans le cadre du capitalisme, nous préférons concentrer nos efforts sur la propagation de l'idée d'une société où l'accès sera gratuit et libre pour tous à *tous* les produits et services, ce qui présuppose la possession commune et la gestion démocratique de tous les moyens de production et de distribution.

LA SOCIETE COMMUNISTE

Sous le communisme, chacun satisfera ses besoins matériels, sans restriction ou mesure, en puisant dans les entrepôts collectifs, selon ses désirs. Chacun pourra avoir ce qu'il désire. La production en abondance, aujourd'hui possible, et qui sera continuellement facilitée par les inventions annulera tout besoin de rationner ou de limiter la consommation.

Chaque individu, comptant sur cette immense production collective, sera à l'abri de tout souci et de privation.

Il n'y aura pas de distinctions de classes, puisque celles-ci naissent des possessions de biens, de l'éducation et de la position sociale. Toutes distinctions de cette nature disparaîtront.

Il n'y aura ni riches, ni pauvres. L'argent n'existera plus et on n'éprouvera plus le besoin de faire une accumulation de provisions, puisqu'on pourra se remonter à volonté. Il n'y aura pas de vente, car il n'y aura pas d'acheteurs: chacun pourra tout obtenir à volonté et sans paiement. La possession de propriétés privées, au-delà de vrais besoins personnels, disparaîtra.

Chacun étant dans une position d'égalité sociale, il n'y aura ni maîtres ni serviteurs. Personne ne pourra devenir l'employeur d'un autre.

Tous les enfants feront leurs études jusqu'à l'âge adulte, et tous les adultes auront libre accès à toutes les sources d'éducation, pendant leurs longs moments de loisir.

Le vol, la contrefaçon, le cambriolage et tous les crimes économiques disparaîtront et avec eux tout le dispositif inadmissible servant à les prévenir, détecter et punir.

Il n'y aura plus de prostitution; celle-ci est une transaction commerciale dépendant des besoins économiques de la prostituée et de la position du client de payer.

L'union sexuelle ne sera plus basée sur des conditions matérielles, mais résultera d'une affection et attirance mutuelles.

Sylvia Pankhurst, extrait de «Le communisme et ses tactiques» (1921) (notre traduction de l'anglais)



Contre le léninisme

Le léninisme n'est qu'une idéologie capitaliste, luttant pour remplacer le capitalisme privé, par le capitalisme d'Etat.

Les léninistes (les «communistes», maoïstes, trotskystes) se proclament l'avant-garde de la classe ouvrière, désirant la diriger selon leurs mots d'ordre et avec son appui s'emparer du pouvoir et instaurer leur dictature capitaliste d'Etat. Leur «socialisme» est un système dans lequel la propriété privée des moyens de production est nationalisée sous leur contrôle, dans lequel existent encore le système salarial, la production pour le profit, les prisons, la police d'Etat, les classes sociales, etc.

Ils appuient le nationalisme qui ne sert qu'à diviser la classe travailleuse mondiale et à prolonger la durée de vie du capitalisme. Ils proposent des réformes ou demandes immédiates qui se réaliseraient dans le contexte capitaliste. Ils proclament des tas de faussetés, se servant des travailleurs comme instruments inconscients pour établir leur dictature sans pitié contre la classe travailleuse et tous ceux qui ne sont pas d'accord avec eux.

Ils prétendent aussi que la révolution russe de 1917 fut socialiste alors que les deux conditions nécessaires à la réalisation d'une véritable révolution socialiste (qui ne peut être que mondiale, soit dit en passant) sont: une économie industrialisée permettant l'abondance et le libre accès aux biens et services pour tous; une majorité de socialistes conscients et convaincus. Ces deux conditions étaient totalement absentes dans la Russie de 1917.

Ils ont les caractéristiques de tout mouvement capitaliste: nationalisme, réformisme, opportunisme.

Leur idéologie est pleine de contradictions telles que «Etat Ouvrier», «gouvernement socialiste», «pays socialiste» et nous en passons... Tous ces groupes prônent le capitalisme d'Etat ou le capitalisme gouvernemental. Ce sont des organisations anti-socialistes et anti-ouvrières.

NOTES POLITIQUES

Réforme ou Révolution ?

Le blocage des salaires (accompagné par un blocage *partiel* des prix) ainsi que les mesures de «redressement» de la sécurité sociale annoncée en septembre mettent en évidence le caractère capitaliste de la gestion des affaires du pays entreprise par le gouvernement «socialiste-communiste».

Pendant les quelques semaines, voire les quelques mois qui ont suivi les élections de 81, beaucoup de travailleurs pouvaient penser que «ça allait vraiment changer». Les mesures à caractère social (bien que timides) montraient, pour certains, une réelle volonté de transformation de la société. Ce qui est sûr aujourd'hui, c'est que ce qui a été donné par ce gouvernement est en partie repris (ou en passe de l'être) par ce même gouvernement. Une fois la période post-électorale passée, les réalités de la vie économique ont gommé les belles intentions et les promesses électoralistes.

Le PS dans l'opposition comme dans la majorité, n'a jamais dit qu'il voulait supprimer le capitalisme. Mitterrand et ses lieutenants n'ont jamais préconisé des mesures allant dans le sens d'une rupture avec le système capitaliste. Maintenant «au pouvoir», ils s'en tiennent à ce qui a toujours été leur orientation. Ils n'appliquent donc pas ce qu'ils n'ont jamais promis. Leur politique actuelle s'appelle gestion du capitalisme. Et tout le monde devrait savoir qu'on ne peut à la fois satisfaire patrons et salariés.

Or ce gouvernement et ceux qui le soutiennent, veulent nous faire croire qu'il est possible de concilier les intérêts des exploiteurs et des exploités. Mensonge! Des intérêts diamétralement opposés ne peuvent se rapprocher. La «paix sociale», tant recherchée y compris par les grands syndicats, n'a pas d'autre nom que collaboration de classes. La «paix sociale», c'est la possibilité pour le patronat de poursuivre son exploitation dans de bonnes conditions. La «paix sociale» avec aujourd'hui son cortège d'augmentations, de taxes, etc... ne se fait que sur le dos de la classe travailleuse. Celle-ci, ou une partie de celle-ci sera amenée sous peu à réagir pour refuser d'entrer dans ce jeu-là en se mobilisant pour défendre ses intérêts et combattre ainsi les illusions semées par les PS et PCF.

Il convient donc de se donner des perspectives claires: lutter pour se défendre face aux attaques du capital et de ses serviteurs, lutter politiquement pour le socialisme, c'est-à-dire une société sans classes, sans salariat, sans frontières, sans armées.

Delors vend la mèche

Les patrons étaient les seuls à bénéficier du blocage des salaires puisque la diminution du pouvoir d'achat des travailleurs (du point de vue des patrons, une diminution de leurs coûts salariaux) et le non-paiement des augmentations salariales dues selon des accords suspendus par le gouvernement ont, tous les deux, eu pour résultat une augmentation des profits. Autrement dit, l'argent perdu par les travailleurs est allé dans les poches des patrons.

Le gouvernement PS/PC a donc donné un gros cadeau aux patrons. Toutefois il ne s'agissait pas d'un accident mais d'un résultat consciemment voulu, comme Delors, ministre de l'Economie, l'a révélé en s'adressant au congrès de l'organisation patronale catholique, «Ethic», le 26 octobre:

> Les revenus bruts d'exploitation depuis trois ans sont tombés à des niveaux tels que les entreprises n'ont plus les marges minimales d'autofinancement qui leur permettent d'assurer un financement équilibré de leurs investissements.

«Revenus bruts d'exploitation», qu'est-ce que veut dire ce terme rébarbatif? Il s'agit d'une formule employée par les comptables pour désigner le revenu d'une entreprise dans une période donnée, normalement une année, en sus de ses coûts de production mais *avant* le paiement des impôts, des cotisations sociales, des intérêts et des dividendes. En d'autres termes, *les profits bruts*.

Après s'être plaint de ce que ces profits bruts n'étaient pas suffisants, Delors a poursuivi:

> Il faut un redressement du revenu brut d'exploitation des entreprises pour redonner du dynamisme à notre économie et sans un minimum de transferts de la richesse nationale vers ces revenus bruts, les conditions minimales de l'investissement ne seront pas réunies (*Le Républicain Lorrain*, 27 octobre 1982).

Il paraît que les patrons l'ont applaudi. Cela se comprend car «la richesse nationale», c'est-à-dire la richesse nouvellement produite au cours d'une année, n'a que deux éléments: ces «revenus bruts d'exploitation» et... les salaires des travailleurs productifs. Il est donc clair que l'on ne peut trouver la richesse que Delors veut transférer vers les profits bruts qu'en la prenant des salaires. Ce que le blocage a précisément fait! On a ici la vraie raison du blocage: diminuer les salaires afin de permettre aux entreprises de réaliser davantage de profits.

Cette politique manifestement anti-ouvrière poursuivie par le gouvernement PS/PC ne fait que confirmer ce que nous avons toujours dit: qu'il n'est pas possible de faire marcher le capitalisme dans l'intérêt de la classe salariée et que quiconque essaie de le faire est voué à l'échec et finira par gérer le capitalisme de la seule façon possible — comme système de profits dans l'intérêt de ceux qui vivent des revenus provenant de leur monopole des moyens de production, de vrais «revenus d'exploitation».

En Espagne aussi

Le nouveau gouvernement «socialiste» qui est entré en fonction au début de décembre semble avoir appris quelque chose, en ce qui concerne la gestion du capitalisme, de l'expérience malheureuse de son homologue français. Tandis qu'en France, le gouvernement PS/PC a commencé en essayant de relancer l'économie par la «consommation populaire» avant que les réalités économiques du capitalisme ne lui aient imposé une politique d'austérité, le gouvernement PSOE en Espagne a évidemment décidé de respecter la logique capitaliste dès le début en procédant sans délai à l'instauration de l'austérité. Voici les propos de Miguel Boyer, maintenant «super-ministre» de l'Economie, recueillis par le correspondant du *Monde* (27 novembre) à Madrid:

> Il n'y a pas d'autre solution dans ce pays que de pratiquer une politique d'austérité. Songer à une relance immédiate sans assainir d'abord l'économie et alors que la conjoncture internationale nous est contraire ne ferait que retarder les échéances et nous obliger dans un an, à prendre finalement des mesures d'austérité plus sévères encore. Il n'y aura pas de réactivation économique en Espagne sans modération salariale, sans remise à flot des entreprises et sans attention prioritaire au contrôle de l'inflation.
>
> La priorité pour nous, ce n'est pas d'augmenter la demande intérieure, car nous n'aboutirons qu'à déséquilibrer notre balance de paiements, comme l'exemple de la France l'a montré. Il convient avant tout de relancer l'investissement, puis l'exportation, et pour y parvenir il n'y a qu'un seul chemin: il faut que les bénéfices résultant de l'augmentation de la productivité restent aux mains des chefs d'entreprises pour que ces derniers se décident à investir. Les travailleurs, dans un premier temps, devront se contenter d'un maintien de leur pouvoir d'achat à son niveau actuel.

Post scriptum

Encore un aveu d'un dirigeant du PS que son parti n'était pas élu pour établir le socialisme (et est donc obligé de gérer le capitalisme). Dans le débat sur le budget le 26 octobre dernier Christian Pierret, Rapporteur de la Commission des Finances et député PS des Vosges, a déclaré:

> Nous n'irons pas - car nous voulons respecter le choix profond du corps électoral, - nous n'irons pas subrepticement vers une société où, un petit matin, on dirait aux Français: vous êtes dans une société socialiste (*Le Monde*, 28 octobre 1982).

De toute façon, imaginer qu'on pourrait aller «subrepticement» vers le socialisme est absurde puisque la société socialiste, par sa nature même de société démocratique et coopérative, ne peut qu'être établie consciemment par une majorité qui la désire et en comprend toutes les implications.



CAPITALISME ET COMPETITIVITE

«Ce que je cherche à faire, c'est que la France puisse gagner, que la France gagne dans la compétition internationale».
Qui l'a dit? Giscard ou Mitterrand?

Nous vivons dans un monde qui est divisé politiquement en plusieurs Etats tout en étant économiquement une seule unité. Ce système économique unique, c'est le capitalisme, caractérisé par l'orientation de la production vers l'accumulation du capital par le biais des profits réalisés sur le marché et qui existe, sous une forme ou sous une autre, dans tous les pays du monde y compris dans ceux qui se prétendent «socialistes».

Dans le capitalisme c'est le marché qui règle la production par la concurrence des entreprises à la recherche des profits. Puisqu'il s'agit d'un système mondial ce marché régulateur, c'est en fin de compte le marché mondial qu'aucun Etat ni, à plus forte raison, aucune entreprise ne peut contrôler et qu'ils doivent donc subir comme force externe.

Le rôle des Etats dans ce système est d'aider les entreprises établies à l'intérieur de leurs frontières à gagner dans la bataille économique qui se déroule sur le marché mondial (à «gagner dans la compétition internationale», comme le Président en question l'a exprimé en haut - c'était en fait Giscard à la télévision le 20 septembre 1978). Puisque, comme disait Marx, «la guerre de la concurrence se fait à coup de bas prix», la façon la plus efficace pour un Etat de soutenir «ses» entreprises (quelles soient privées ou d'Etat) c'est de les aider à limiter leurs coûts de production et, en tout cas, de ne rien faire pour faire augmenter ces coûts.

Dans le capitalisme, en effet, chaque entreprise est contrainte par la concurrence à minimiser ces coûts comme moyen de survivre. Si une entreprise ne le fait pas, elle perdra dans la bataille économique et se verra éliminer du marché. La seule façon de réduire les prix sans réduire également les profits, c'est d'augmenter la productivité en installant des machines plus performantes, en adoptant de nouvelles techniques de production. Ce renouvellement continuel de l'appareil productif, c'est l'accumulation du capital mais il ne s'agit pas d'un choix libre de la part des entreprises; c'est une nécessité qui s'impose aux entreprises et à leurs propriétaires même aux dépens de leur propre consommation et jouissance.

Marx décrit ainsi la pression externe qui s'exerce sur les entreprises capitalistes:

> Le développement de la production capitaliste nécessite un agrandissement continu du capital placé dans une entreprise, et la concurrence impose les lois immanentes de la production capitaliste comme lois coercitives externes à chaque capitaliste individuel. Elle ne lui permet pas de conserver son capital sans l'accroître, et il ne peut continuer de l'accroître à moins d'une accumulation progressive. Sa volonté et sa conscience ne réfléchissant que les besoins du capital qu'il représente, dans sa consommation personnelle il ne saurait guère voir qu'une sorte de vol, d'emprunt au moins, fait à l'accumulation; et, en effet, la tenue des livres en parties doubles met les dépenses privées au passif, comme sommes dues par le capitaliste au capital (*Le Capital*, I, chapitre XXIV, iii).

Le capitalisme n'est donc pas un système de production des profits pour la consommation personnelle des capitalistes, mais un système de production des profits pour l'accumulation du capital.

La politique poursuivie par le gouvernement d'un Etat peut influer, dans un sens ou dans un autre, la performance des entreprises dans la bataille de la concurrence. Si, en particulier, le gouvernement augmente les charges sur les entreprises - et il faut se rappeler que le gouvernement ne produisant pas de richesse lui-même ses dépenses sont forcément une charge sur l'industrie productive - il les rendra moins compétitives. C'est pourquoi on peut dire que les gouvernements des Etats ne sont pas plus libres dans leurs actions que le sont les chefs d'entreprises. Eux aussi subissent la même pression extérieure à se conformer aux lois du marché mondial en minimisant la consommation, sa propre consommation (qui est également «un vol fait à l'accumulation») mais aussi celle des salariés (qui est directement un coût de production). L'austérité n'est pas un choix délibéré, c'est une fatalité sous le capitalisme.

On voit maintenant pourquoi chaque Etat, chaque gouvernement, doit déterminer comme priorité la compétitivité des entreprises, privées ou d'Etat, établies à l'intérieur de ses frontières. C'est pour cela que le gouvernement PS/PC en France a été obligé d'abandonner, après moins de 12 mois, sa politique de relance par la «consommation populaire». C'est pour cela aussi que Mitterrand, Mauroy et Delors employent aujourd'hui le même langage qu'employaient Giscard et Barre. Maintenant, par exemple, on parle de «contrats de compétitivité» où avant on parlait de «contrats de solidarité», un changement de formule qui dit presque tout.

Il ne s'agit pas d'une trahison ni d'une erreur (même s'il représente un manquement criant aux promesses électorales). Parler ainsi, c'est laisser entendre que le gouvernement aurait pu faire autrement, ce qui n'est précisément pas le cas. La politique poursuivie par le gouvernement PS/PC est la même que celle poursuivie par le gouvernement Giscard-Barre parce que c'est la seule politique qui soit conforme à la logique du capitalisme et que tout gouvernement doit donc finir par adopter qu'il le veuille ou pas.

Ce ne sont pas les gouvernements qui contrôlent le capitalisme mais plutôt le capitalisme mondial qui détermine la politique des gouvernements. Pour s'en sortir ce qu'il faut, ce n'est pas une action politique réformiste dans le cadre national pour faire élire un gouvernement de gestion du capitalisme (comme préconisée et pratiquée par le PS/PC), mais une action politique internationale d'une majorité socialiste dans le but d'abolir le capitalisme.

LA QUESTION DES SALAIRES

Le blocage des salaires décidé en juin dernier par le gouvernement montre bien, à l'évidence, que celui-ci respecte les lois du système économique en place, le système capitaliste.

Dans le capitalisme la production des biens se fait dans le but de réaliser des profits. La loi économique fondamentale est: «pas de profits, pas de production». Si les profits s'annoncent maigres, la production diminue ou même s'arrête et... le chômage augmente. La loi du profit exclut une amélioration permanente du niveau de vie des travailleurs salariés parce qu'une telle amélioration devrait se faire aux dépens des profits. Or, des profits réduits, cela signifie des investissements réduits et donc un nombre réduit d'emplois. Dans une telle situation un gouvernement peut intervenir pour prêter aux entreprises en difficulté, mais l'argent nécessaire doit être essentiellement créé (en faisant fonctionner la planche à billets), ce qui entraîne à coup sûr une hausse des prix. Une autre possibilité consiste à tenir compte du caractère sacré des profits dans cette société et donc, à limiter les augmentations de salaires. C'est ce qui se passe aujourd'hui.

La politique d'austérité pour les travailleurs mise en œuvre par le gouvernement se situe bien dans le cadre de la gestion du système en place. Les lois économiques de celui-ci sont respectées et la classe travailleuse est sollicitée afin de jouer le jeu sous couvert de «solidarité nationale».

Les mesures sociales prises par le gouvernement au début de son exercice n'ont pas été répétées. La sortie du blocage des salaires qui devrait durer 18 mois, se traduira par une baisse du pouvoir d'achat pour les salariés.

Gérer le capitalisme c'est tôt ou tard entrer en conflit avec les travailleurs sur la question des salaires.

Aujourd'hui, comme hier, les travailleurs doivent se mobiliser pour s'opposer à la baisse de leur pouvoir d'achat. Cette lutte est importante et implique que le plus grand nombre de salariés soit organisé syndicalement. Mais cette lutte doit être comprise, non comme une fin en soi, mais comme un moyen, un des moyens d'aller vers l'abolition du salariat. Car ce n'est pas le bas niveau des salaires qui constitue le mal fondamental, mais le système salarial lui-même.

Cet article a été publié dans la «tribune libre» du numéro 2 du «SNI-PEGC-04-Informations» de novembre 1982

Cinéma

«HITLER UNE CARRIERE»

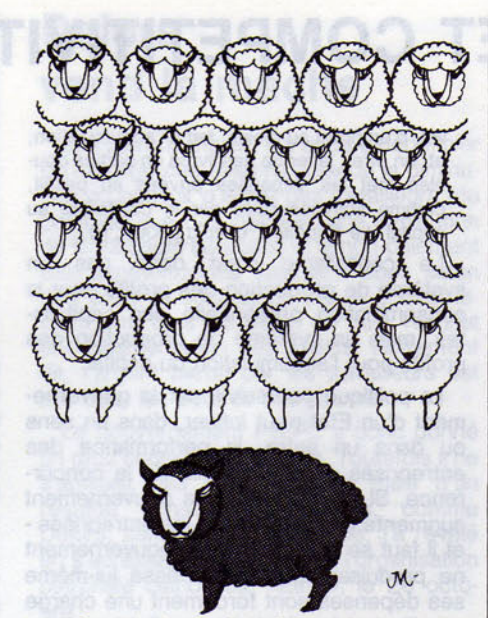
Ce film réalisé à partir d'images d'actualité de l'époque 1919-1945 nous rappelle que l'Europe était hantée, avant la dernière guerre mondiale, par le spectre du fascisme.

Il n'est pas nécessaire d'entrer ici dans l'origine sociale du fascisme. En général, ce sont les différences concrètes, pratiques, entre les formes fascistes et démocratiques d'administration politique qui intéressent la classe travailleuse. Sous le fascisme, les formes traditionnelles des organisations politiques et économiques de la classe travailleuse n'ont aucun droit d'existence légale. La liberté de parole, d'assemblée et de presse est sévèrement censurée de façon à être conforme aux besoins de l'unique parti politique qui a, pour l'instant, établi un monopole d'administration de l'appareil de l'Etat. Sous la démocratie, les travailleurs ont la permission de former leurs propres organisations politiques et économiques, et dans certaines limites, la liberté de parole, d'assemblée et de presse est admise aussi bien que la possibilité du choix électoral entre des partis politiques rivaux.

A la différence de bon nombre de gens intoxiqués par l'amour qu'ils viennent de se découvrir pour la démocratie, nous avons toujours insisté sur la nature démocratique du socialisme et sur la valeur qu'a pour la classe travailleuse la discussion la plus large possible d'opinions politiques contradictoires.

Toutefois la démocratie en elle-même ne peut résoudre les problèmes de la classe travailleuse. Le chômage, la pauvreté, l'insécurité et autres maux du capitalisme demeurent, que la forme de son administration politique soit démocratique ou dictatoriale. La liberté de crier sur les toits la misère de la classe travailleuse n'abolira pas, en soi, cette misère. La démocratie est une arme, potentiellement inestimable il est vrai, mais comme toute arme elle peut être utilisée soit pour se protéger soit pour se détruire. Et, comme montre ce film, malheureusement, en Allemagne la classe travailleuse, ne comprenant pas comment utiliser l'arme démocratique pour ses propres intérêts, choisit de se suicider politiquement avec cette arme.

La Constitution de la République de Weimar en Allemagne, établie en 1919 mais déjà condamnée à sa perte avant qu'Hitler ne prenne le pouvoir, était dans sa forme une des plus démocratiques du monde. Néanmoins l'existence était devenue si misérable pour de larges masses du peuple allemand que, lors des dernières élections libres en Allemagne, une majorité de l'électorat vota pour l'abolition de la démocratie. A l'époque de ces élections, les Nazis et les «Communistes» allemands se



trouvèrent unis par leur haine de ce qu'ils appelaient «la démocratie bourgeoise». La différence principale entre les partisans de Staline et ceux d'Hitler était qu'ils choisissaient des moyens différents pour exprimer cette haine pour la démocratie.

Manquant de compréhension de leur position sociale, dégoutée par les bouffonneries et les inaptitudes des soi-disant socialistes, la masse du peuple allemand a cherché la source de ses maux non dans la nature capitaliste du système social mais dans la forme démocratique dans laquelle il était administré. Ainsi, dans leur désespoir ignorant, elle a été la proie facile des démagogues astucieux et sans scrupules qui ne manquaient jamais de renforcer l'opinion selon laquelle la démocratie serait la cause de la misère sociale.

Aussi longtemps que la classe travailleuse soutiendra le capitalisme, elle sera tentée en fin de compte de donner son appui à la politique qui est la mieux calculée pour satisfaire les besoins politiques et économiques du capitalisme - quand bien même cette politique serait fasciste.

La démocratie pour la classe travailleuse peut être consolidée et étendue seulement dans la mesure où la classe travailleuse adopte la position socialiste. Renoncer au socialisme pour défendre la démocratie signifie en fin de compte la renonciation et au socialisme et à la démocratie. C'est cela la leçon de la montée de Hitler.

LES PARTIS COMPAGNONS
DU SOCIALISME MONDIAL

Bund Demokratischer Sozialisten.
50 Gussriegelstrasse A-100 Wien. Autriche

Socialist Party of Canada / Parti Socialiste du Canada. Box 4280, Station A, Victoria BC, V8X3X8

Socialist Party of Great Britain.
52 Clapham High St., London SW4 7 UN

Socialist Party of New Zealand.
P.o. Box 1929, Auckland, New Zealand

World Socialist Party of Australia
P.O. Box 1440, Melbourne

World Socialist Party of Ireland
147 Gilnakirk Rd, Belfast 5, Irlande du Nord

World Socialist Party of U.S.
97, Spring Street, Watertown Mass. 02172

CORRESPONDANCE

Le futur socialiste

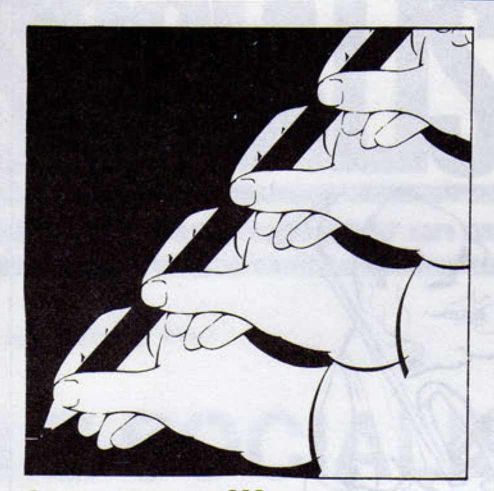
A propos de l'article «le socialisme: monde sans argent» (SM 21, p. 5) j'aurais à commenter et à critiquer la thèse (hypothèse? postulat moral?) affirmant que «le socialisme naîtra des conditions matérielles qui le rendent possible», etc. Et comment «naîtra» la conscience, la volonté de mettre à profit ces «conditions matérielles»? Si c'est un vœu, un désir, un espoir -pourquoi exprimer tout cela sous forme de prophétie? Pourquoi ces propos (p. 12) plutôt naïvement religieux: «Heureusement, c'est le capitalisme lui-même qui est le plus grand propagandiste pour le socialisme», etc? Le «mécontentement» présuppose un choix réfléchi, une décision éclaircie par une compréhension *éthique*, parce que *critique* de ce qui *est*, de ce qui *ne doit pas être* et de ce qui pourrait remplacer «dem Dreck» bourgeois et capitaliste.

M.R., Paris

Réponse: Si nous avons donné dans un ou deux articles l'impression de faire des prophéties, c'est sans doute parce que nous avons parlé du socialisme au futur. Nous sous-entendions, et pensions que le lecteur sous-entendrait avec nous, «si le socialisme doit un jour être établi», mais visiblement nous aurions dû être plus nets. Car comment parler du socialisme sinon au futur? Il n'a jamais existé dans le passé, n'existe nulle part dans le présent, et si l'on en parle au conditionnel, alors le sous-entendu devient «si le socialisme devait un jour exister», ce qui donne lieu à un deuxième sous-entendu «chose très improbable».

Pourquoi partir battus? Pourquoi partir en se disant que le socialisme n'arrivera probablement pas? Le socialisme est une solution logique, sans doute la seule solution aux problèmes que nous connaissons aujourd'hui. Mais ce n'est pas en nous indignant moralement («compréhension éthique») sur le sort d'autrui que nous trouverons cette solution. Car les jugements moraux sur «ce qui ne devrait pas être» comme les guerres, la faim dans le monde, la pauvreté, l'injustice sociale, peuvent en effet provoquer chez de nombreuses personnes une indignation sincère. Cependant, ce ne sont pas les victimes de ces phénomènes qui ressentent cette indignation mais plutôt ceux qui en sont les témoins sur leur petit écran ou autrement, et c'est une réaction qui tient donc davantage de la pitié ou de la compassion que de la compréhension.

Or pour arriver à établir un nouveau système social qui fonctionnera dans l'intérêt de chacun, il faut que chacun veuille changer non pas le sort de son voisin, mais le sien propre. Et pour cela ce n'est pas d'une compréhension éthique que nous avons besoin mais d'une compréhension tout court de comment marche le système actuel. Car si tous les salariés du monde avaient cette compréhension, ils sauraient que le système ne fonctionne nullement dans leur intérêt ni dans celui des 90% des autres habitants de la terre et il leur serait alors, étant les plus nombreux et donc les plus forts, facile d'y mettre fin, sans la moindre indignation morale, mais simplement en disant non.



Les travailleurs intégrés au système?

Il me semble qu'il existe un certain décalage entre les objectifs que vous vous êtes donnés et les moyens pour les atteindre; je trouve votre déclaration de principes empreinte d'une théorie qui ne me semble plus guère adaptée au système capitaliste mondial en 1982. Dans les pays développés, les travailleurs sont de plus en plus intégrés à la société post-industrielle et de ce fait incapables de remettre en cause celle-ci. En ce qui concerne les pays sous-développés l'analyse marxiste me semble insuffisante pour permettre une quelconque libération de ces peuples à propos desquels on ne peut parler de prolétariat et de bourgeoisie du moins dans le sens que l'on entend dans les pays développés. Ensuite il me semble que les moyens que vous vous donnez, c'est-à-dire surtout un rôle d'information et d'éveil de la conscience ne me paraissent pas suffisants. Je n'avais jamais entendu parler de votre organisation auparavant et pourtant je pense me tenir au courant de l'actualité. Que faites-vous d'autre part pour des questions telles que la répression en Pologne, Turquie, Maroc? Pour le tiers-monde? Par rapport au nucléaire?... Il me semble que certaines actions ponctuelles vis-à-vis de ces problèmes actuels peuvent être menées.

S.N., Brest

Réponse: Vous faites remarquer tout d'abord que les travailleurs sont de plus en plus intégrés au système et donc moins susceptibles de le mettre en question.

Mais est-ce vrai que les travailleurs sont plus intégrés au système aujourd'hui qu'ils ne l'étaient au début du siècle par exemple? Il est vrai qu'ils ne semblent pas, pour l'instant, remettre le système en question, mais ils ne le faisaient pas davantage auparavant, et la preuve, c'est que le capitalisme est toujours là. A certains égards les travailleurs d'aujourd'hui ont même plus de chances que leurs prédécesseurs d'être poussés à la réflexion. En effet, le travail qu'on attend d'eux étant, de plus en plus, d'ordre intellectuel, ils doivent être formés à réfléchir, à analyser, à critiquer. D'autre part il sont moins épuisés physiquement qu'au temps où l'on travaillait douze heures pas jour et ils ont davantage de loisirs et de temps à consacrer à leurs propres activités et à leurs propres réflexions.

Mais il faut bien avouer que malgré ces conditions plutôt favorables, la prise de conscience ne se fait toujours qu'exceptionnellement, et ceci parce que les travailleurs sont soumis, depuis leur plus jeune âge, dans le cadre de la famille et de l'école, à un lavage de cerveau continuel qui les mène à accepter le système, à le considérer comme une conséquence naturelle de la nature humaine telle qu'on la leur a représentée, comme un arrangement inévitable des relations entre individus, entre pays.

Or tant que les travailleurs n'auront pas pris conscience de leur situation, tant qu'ils n'auront pas décidé, en majorité, qu'il était temps de mettre fin au système qui les opprime et de le remplacer par un système totalement différent, dans lequel la production ne se fera plus pour le profit mais pour la satisfaction des besoins humains, et dans lequel on n'aura plus besoin d'argent, il n'y aura pas de changement possible. Cette prise de conscience de la part des travailleurs étant la condition nécessaire à la tranformation de notre organisation sociale, la seule action politique qui nous semble utile consiste à réaliser cette condition, c'est-à-dire à convaincre la majorité des travailleurs que le socialisme serait une forme de société infiniment préférable au capitalisme.

Si nous ne sommes pas d'accord que «certaines actions ponctuelles peuvent être menées» sur la répression en Pologne, Turquie, Maroc, etc... ce n'est pas que nous nous désintéressions des problèmes du monde actuel. Nous en sommes tout à fait conscients, et, nous aussi, nous sommes indignés par la famine, par la guerre, par la menace nucléaire, par la pauvreté, par l'oppression, par le sort des populations minoritaires.

Mais il y a toujours eu des groupes qui se sont formés pour lutter contre certains problèmes spécifiques. Les gens qui constituent ces groupes sont indignés et ils crient leur indignation en manifestant dans la rue ou ailleurs, en organisant des réunions, des débats, des pétitions, mais leur cri n'a guère plus d'effet que celui d'un enfant en colère qui s'acharnerait à déplacer un meuble soudé au plancher. Eux non plus ne voient pas que l'obstacle qu'ils cherchent à déplacer est soudé au système dans lequel ils acceptent de vivre et qu'ils n'arriveront jamais à se débarrasser de l'un sans l'autre. Depuis longtemps on crie, depuis longtemps les partis réformistes nous promettent des améliorations, mais rien ne change et il faut toujours de nouveaux groupes pour continuer à crier et de nouveaux partis pour faire de nouvelles promesses. Toute cette activité nous semble donc assez vaine et nous nous en tenons à la seule action qui puisse avoir le moindre effet, celle qui consiste à lutter contre les idées reçues et à répandre les idées socialistes.

BULLETIN D'ABONNEMENT
(à renvoyer à: BP 26, 6700 Arlon, Belgique)

Nom ....

Adresse ....

....

....

Abonnement à 4 numéros: 20 FF, 140 FB
Versements au CCP 238128M de A. Buick à Nancy.

LES PRINCIPES DU SOCIALISME

OBJECTIF

L'établissement d'un système de société où la communauté tout entière possèdera et administrera démocratiquement, dans son propre intérêt, les moyens et instruments de production et de distribution des richesses.

DECLARATION DE PRINCIPES

1. La société, telle qu'elle est à présent constituée, est fondée sur le fait que la classe capitaliste ou dominante possède les moyens d'existence (terres, usines, chemins de fer, etc.) et tient ainsi asservie la classe travailleuse qui, par son travail seul, produit toutes les richesses.

2. Il en résulte dans la société un conflit d'intérêts qui se manifeste par une lutte de classes entre ceux qui possèdent mais ne produisent pas et ceux qui produisent mais ne possèdent pas.

3. On ne fera disparaître ce conflit qu'en émancipant la classe travailleuse du joug de la classe dominante, grâce à la conversion en propriété commune de la société des moyens de production et de distribution et à l'administration démocratique de ceux-ci par la population tout entière.

4. Puisque, dans l'ordre de l'évolution sociale, la classe travailleuse est la dernière à gagner sa liberté, l'émancipation de la classe travailleuse impliquera l'émancipation de l'humanité entière, sans distinction de race ni de sexe.

5. Cette émancipation doit être l'œuvre de la classe travailleuse elle-même.

6. Puisque la machine gouvernementale, y compris les forces armées de la nation, n'existe que pour conserver à la classe capitaliste le monopole des richesses enlevées aux travailleurs, la classe travailleuse doit s'organiser consciemment et politiquement en vue de conquérir les pouvoirs gouvernementaux, à la fois nationaux et municipaux, afin que cette machine, forces armées comprises, puisse, d'un instrument d'oppression, être convertie en un agent d'émancipation qui renversera les privilèges ploutocratiques ainsi qu'aristocratiques.

7. Puisque tous les partis politiques ne sont que l'expression d'intérêts de classes et que l'intérêt de la classe travailleuse est diamétralement opposé aux intérêts de toutes les sections de la classe dominante, le parti qui a pour but l'émancipation de la classe travailleuse doit être hostile à tout autre parti.

8. Le parti socialiste entre donc dans le champ d'action politique, résolu à mener la lutte contre tous les autres partis politiques, qu'ils prétendent agir au nom des travailleurs ou qu'ils se disent ouvertement capitalistes, et invite les membres de la classe travailleuse de ce pays à se ranger sous sa bannière afin de mettre promptement un terme au système qui les prive des fruits de leur travail et afin que la pauvreté cède place au confort, le privilège à l'égalité et l'asservissement à la liberté.

Nous vous invitons, si vous êtes d'accord avec les vues exposées ci-dessus, ou même si vous n'êtes pas totalement convaincus et souhaiteriez en discuter plus à fond, à prendre contact avec nous à la BP 26, 6700 Arlon, Belgique.

PUBLICATIONS SOCIALISTES

Comment le capitalisme d'Etat est arrivé en Russie: 6 FF, 40 FB (port compris).

Engels sur l'abolition du salariat: 6 FF, 40 FB.

Pour le socialisme mondial (50 pages): 10 FF, 70 FB.

Introduction au socialisme (dépliant).

ELECTIONS MUNICIPALES:



LES CLOWNS

MANIFESTE SOCIALISTE

Le 6 et le 13 mars, dans tout le pays, vous serez appelé à élire de nouveaux conseils municipaux. En apparence vous aurez un vaste choix de candidats, mais en fait aucun des candidats se présentant à ces élections n'offre quoique ce soit à ceux qui travaillent pour un salaire. Tous, même ceux qui se disent «socialistes» ou «communistes», soutiennent le maintien du présent système capitaliste sous une forme ou une autre.

Le capitalisme est basé sur le monopole de la possession des moyens de production par une classe minoritaire et l'utilisation de ces moyens pour produire des biens et des services à vendre avec en vue des profits. Le capitalisme est une société de classe dans laquelle les profits doivent passer avant les besoins humains. Cette loi économique du capitalisme ne peut être changée par une action gouvernementale, encore moins par l'action d'une municipalité.

C'est pourquoi à ces élections les promesses des partis d'améliorer la qualité de votre vie dans des domaines tels que le logement et l'environnement ne peuvent pas être honorées. Peu importe le parti (ou les partis) qui gagnera, les problèmes resteront les mêmes. Ce n'est pas que les candidats qui font ces promesses sont nécessairement malhonnêtes, mais parce que, comme nous venons de le signaler, le capitalisme ne peut être réformé et planifié de manière à fonctionner dans l'intérêt de la classe majoritaire de travailleurs salariés. C'est un système générateur de profits qui ne peut fonctionner que dans l'intérêt d'une infime minorité - ceux qui vivent de ces profits.

C'est pourquoi nous, socialistes-mondialistes, disons que la seule manière de résoudre les problèmes auxquels fait face la classe majoritaire dans la société est d'abolir le capitalisme, et non pas de le réformer, et de le remplacer par une nouvelle société où la communauté tout entière possèdera et administrera démocratiquement, dans son propre intérêt, les moyens de production.

Sur cette base, les biens et les services pourront être produits pour la seule satisfaction des besoins humains au lieu de l'être pour les profits. Il n'y aurait donc aucune restriction monétaire ou financière en ce qui concerne les maisons, les écoles, les hôpitaux, les transports publics et les autres services requis pour satisfaire les besoins des gens. En fait, il n'y aura aucun besoin d'argent, de salaire, de profit, de banque, de tout le système d'achat et de vente. Le principe socialiste «De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins» sera mis en pratique. Les gens travailleront, au mieux de leur connaissance et de leur habilité, à produire une abondance de biens et de services auxquels ils auront libre accès selon leurs besoins individuels. Voilà ce que signifiaient originellement les termes «socialisme» et «communisme» et ce qu'ils signifient toujours pour nous. Une telle société socialiste ne peut être établie que lorsqu'une majorité le désirera et le comprendra et utilisera l'action politique démocratique et révolutionnaire - c'est-à-dire avec pour but de changer la base de la société - pour ce faire.

Idéalement, puisque nous acceptons le scrutin comme une manière valable de changer de société, nous aurions aimé présenter des candidats à ces élections en opposition à tous les autres partis qui cherchent uniquement à réformer le capitalisme, mais malheureusement nos ressources ne sont pas encore suffisantes. Néanmoins, ceux qui sont en accord avec nous peuvent quand même indiquer leur désir du socialisme en mettant un bulletin de vote «SOCIALISME MONDIAL» dans l'urne.